1/ 18 ½ bon travail

F. Sicham

Histoire diplomatique
Composition de fin d'année (examen écrit) 19 juin 1877
par Mr Sorel.

Quand on jette un coup d'oeil sur la ~~affaires~~ situation de l'Europe en 1792, on voit la France livrée au désordre de la Révolution; Louis XVI après avoir essayé de se soustraire par la fuite aux exigeances d'une assemblée hostile, avait été suspendu de ses droits constitutionnels; en Allemagne l'empereur Léopold se mettait à la tête d'une coalition ayant pour but de protéger le roi de France, son beau-frère. Dès le 4 janvier 1792, il avait entamé des négociations et essayé de provoquer un congrès auquel auraient pris part les délégués de la Prusse, de la Russie et de l'Angleterre. Les trois cours du nord s'étaient déjà trouvées unies; en 1771, elles avaient signé le 1er partage de la Pologne où, au nom de la liberté religieuse, on avait porté atteinte à l'indépendance d'une nation tout entière; depuis cette époque, les relations s'étaient aigries plusieurs fois; l'Autriche commençait à redouter une Russie trop puissante; la Russe trouvait

(marginal notes: "ég" ; "Soupçonnez cette date. Les négociations sont bien antérieures" ; "?" ; "/2" ; "cela n'est vrai que pour la Russie")

qu'on n'avait pas assez fait pour elle; il lui fallait cette vallée de la Vistule qui pénétrait, comme un coin dans ses états; la Russie voulait dominer en Pologne; Catherine ne pouvait donc pas admettre le roi de Saxe comme monarque héréditaire en Pologne; de là des froissements d'intérêt qui en divisant les alliés les détournèrent parfois des frontières de la France, où un autre drame était en train de s'accomplir.

Catherine avait vivement poussé ses voisins d'Autriche et de Prusse à entrer en campagne contre la France; elle voulait pouvoir s'occuper à elle seule de la question polonaise et la régler à sa manière; pour être entièrement libre elle avait même signé des préliminaires de paix avec la Turquie; aussi lorsque le 20 avril 1792 la guerre fut déclarée à l'Autriche par le cabinet Girondin, l'impératrice de Russie fut-elle très-satisfaite. L'Autriche en guerre entraînait avec elle la Prusse, d'après les traités passés entre ces 2 puissances; François II en sa qualité d'Empereur d'Allemagne

2/

disposait en outre des forces du St Empire. C'était donc une véritable coalition contre la France. A la même époque, Catherine, au nom des intérêts monarchiques menacés par la Révolution, parlait d'un nouveau partage de la Pologne ; elle se rendait parfaitement compte que les armées autrichienne et prussienne occupées sur le Rhin, il serait fort difficile à ses co-partageants de 1773 de lui tenir tête. Le 20 avril 1792 les troupes russes avaient franchi les frontières Polonaises ; les Polonais faisaient un vain appel au roi de Prusse pour les défendre contre leurs envahisseurs, comme les traités le stipulaient. « Posteriora negant », répondit le ministre prussien aux représentants de la Diète. L'Autriche de son côté espérait que pour prix de sa connivence tacite, on lui changerait les Pays-Bas Autrichiens pour la Bavière ; l'acquisition de ce pays aurait présenté pour elle de grands avantages ; elle aurait donné à la maison d'Autriche une cohésion et un lien qui lui manquaient ; les Pays-Bas en effet étaient séparés du centre de la monarchie et portaient en eux des germes de fermentation, derniers débris des franchises municipales du moyen-âge, qui se réveillaient de temps en temps et tendaient à affaiblir la domination autrichienne.

La campagne de 1792 malheureusement pour les alliés ne fut pas ce qu'elle promettait ; les Prussiens qui méprisaient tant les troupes de la Révolution furent arrêtés par la canonnade de Valmy (21 sept 1792) ; le 2 nov^re nous entrions à Mayence ; le 6 la victoire de Jemmapes nous assurait la Belgique. Les Prussiens déclaraient hautement qu'ils ne feraient plus la guerre si on ne leur assurait un accroissement de territoire. L'Autriche pour laquelle il ne pouvait plus être question de céder la Belgique, maintenant entre nos mains, réclamait elle aussi sa part de la Pologne. Mais ni Catherine, ni Frédéric-Guillaume n'étaient disposés à lui donner des compensations ; la Russie lui reprochait de l'avoir entraînée dans une guerre désastreuse, la Prusse devait son avis adroit, dès le début, le principe d'un nouveau partage de la Pologne. Aussi lorsque le 9/ janv. 1793, la Russie signa avec les confédérés polonais de Targowitz ~~(23 janv 1793)~~ le protocole du 2e partage, on se contenta de garantir à l'Autriche la Bavière. C'était pour l'avenir, tandis que la Prusse entrait en possession immédiate de Thorn et Dantzig et la Russie de la Volhynie, de la Podolie, etc. A la même heure la France jetait la tête de Louis XVI en défi aux

(ent
(t
(e

~~[illegible]~~

(Ce suppression de dates
Il s'agit de la convention du 23 janvier entre Prusse et Russie

le prince de Metternich déclarait abandonner la direction des affaires de Pologne à la Russie, l'alliance austro-russe était assurée contre nous. L'Autriche en revanche avait la haute main sur les affaires d'Italie. La Prusse devait avoir la Saxe (Congrès de Teplitz août 1813 et traité du 6 janv. 1814) l'Europe paraissait organisée au gré de chacun des alliés ; mais tout cela n'était que factice ; les concessions que chacun avait faites avaient été commandées par les circonstances ; les débats du congrès de Vienne nous montrèrent quelles étaient au juste sur ce point les dispositions des diverses cours.

En résumé le partage de la Pologne profita à la France, il faut le reconnaître, pendant la fin du XVIIIe siècle ; il divisa nos envahisseurs plus pressés de s'enrichir aux dépens des voisins que de sauver un roi vertueux et débonnaire. Napoléon en usant d'un moyen terme, en ne reconstituant qu'un grand duché de Varsovie, alors que dans sa pensée il voulait semer des intrigues entre les cabinets de Berlin et de St-Pétersbourg, ne réussit pas ; il ne fit qu'envenimer des haines déjà bien enracinées, haines qui devaient le conduire

à l'Abdication de Fontainebleau et de là à Waterloo. La Pologne était morte en 1795; il fallait mieux ne pas la faire revivre; il y a des faits, quelque tristes qu'ils soient, devant lesquels il vaut mieux s'incliner. Les partages de la Pologne ont été une chose inique; ils ont été commis en violation de toutes les règles du droit des gens, à la faveur de la force brutale, et en se couvrant du manteau de la liberté et en faisant appel à des principes respectables. Mais il était trop tard pour s'y opposer en 1807; il ne restait qu'une chose à faire, à en profiter; on ne le fit pas.

[illegible]

9/

toute l'Europe et déclarait la guerre à toutes les puissances. Les alliés avaient entrepris la guerre, disaient-ils, pour défendre la famille royale de France; peu à peu la passion du gain, la diversité de leurs opinions les conduisaient à oublier leur sainte cause pour ne plus s'occuper que d'un partage fait dans des circonstances lugubres.

Ce partage n'avait satisfait personne; les Polonais chez lesquels le sentiment national excitait profondément, s'étaient réunis et avaient proclamé Kosciusko dictateur; la Prusse inquiète et toujours au nom des principes contre-révolutionnaires, pénétrait en Pologne, entrait à Cracovie, mais échouait devant Varsovie. Cet échec lui fut sensible; elle comprit enfin qu'elle faisait le jeu de la Russie et qu'il fallait mieux suivre une seule affaire à la fois. Elle rappela des troupes du bord du Rhin et se résolut à traiter avec le premier gouvernement qu'il y avait en France. La Terreur venait de finir; nous avions comme représentant à Bâle M. Barthélemy, connaissant bien l'état des esprits en Allemagne et faisant contraste par ses idées conservatrices et saines avec les illusions et les folies de beaucoup de ses collègues. Ce fut avec lui que le Gouvernement Prussien s'aboucha par l'intermédiaire de quelques agents inférieurs. De son côté la Russie approuvait les intentions de

la Prusse et furieuse de la voir se détacher de la coalition, elle essayait de la gagner de nouveau et d'achever ce qu'elle n'avait pu faire. Se rapprochant de l'Autriche, elle entrait en Pologne, faisait prisonnier Kosciusko, s'emparait de Varsovie le 10 novbre et le 3 janv.

24 1795 signait avec sa complice le 3e et dernier partage de la Pologne. Lorsqu'il était tombé, le dictateur polonais s'était écrié, finis Poloniae, et il avait raison; la Pologne ne devait plus renaître de ses cendres; le sacrifice était consommé; l'Autriche avait la Gallicie; la Russie prenait la plus grosse part; quant à la Prusse pour reposer tous les mécontentements on lui annexait <u>Posen</u>.

erreur : elle avait eu Posen en 93

Grâce à ces événements, dès le mois de janvier 1795 les hostilités avaient été suspendues de fait entre la France et la Prusse; le

15 5 avril 1795 (16 germinal an III) nous signions la paix de Bâle avec cette dernière puissance. Cette paix était pour la France une nécessité, le pays était épuisé, mais en même temps c'était un succès diplomatique; la Révolution était <u>pour ainsi dire</u> reconnue, nous restions sur la rive gauche du Rhin et la Prusse promettait d'interposer ses bons offices pour une paix générale. La question de Pologne, en détachant la Prusse du faisceau des coalisés avait été pour la France un précieux auxiliaire.

De 1795 à 1807 il ne devait plus être question de la Pologne, les puissances partageantes étaient en train de s'assimiler le pays et d'ailleurs tous les yeux étaient fixés sur le nouveau conquérant sorti de l'École de Brienne et qui déplaçait les rois avec la même facilité qu'il gagnait des batailles. La Prusse avait été traitée par Napoléon avec le plus grand mépris; aussi furieuse elle s'était jetée dans les bras de la Russie; le 1 oct 1806 elle déclarait la guerre à la France, le 14 oct. il n'y avait plus ni armée, ni monarchie prussienne. Eylau et Friedland suivirent, mais les bornes de la Pologne ne furent changées qu'après la paix de Tilsitt (juillet 1807). La Prusse était réduite à un état de 2e ordre, et on reconstituait en faveur du roi de Saxe, notre fidèle allié, un grand duché de Varsovie avec une partie des dépouilles de la Prusse. Napoléon voulait empêcher la Russie et la Prusse de renouer leur alliance, et la Pologne placée entre ces 2 puissances devait servir à ce dessein. C'était de plus une humiliation pour la Prusse de voir se relever à côté d'elle ce nouvel état. Napoléon avait même songé un instant à reconstituer le royaume de Pologne; la crainte de désobliger Alexandre, alors son ami, l'en empêcha. Car ~~avec le~~ nouveau royaume de Pologne il fallait tôt ou tard, peut-être logique, restituer ses anciens biens dont la plus grande partie était détenue par la Russie. Que serait-il advenu si ce royaume de Pologne eût été reconstitué? il ne nous est pas donné de le

savoir ; ce que nous pouvons dire, c'est que le grand duché de Varsovie n'est pas d'utilité pratique ; étant sans forces et dépendant, il ne pouvait par lui-même résister à ses voisins, et dès le congrès de Prague les alliés redemandent la Pologne. La Prusse à Varsovie, c'était la monarchie prussienne se rapprochant de l'est plutôt que de l'ouest de l'Europe ; et il valait mieux pour la France avoir la Prusse sur les bords de la Vistule que sur les bords du Rhin à Mayence. Le centre de gravité de la Prusse aurait été en Pologne et se serait souvent heurté avec la Russie. Cette dernière le comprenait si bien qu'elle voulait s'assurer le duché de Varsovie tout entier pour être maîtresse des hauteurs de la Vistule ; voilà pourquoi ayant pris au traité de Kalisch (28 février 1813) l'engagement envers la Prusse de la faire rentrer dans ses limites de 1806, elle fut amenée à lui donner en échange des compensations à prendre sur les petits états allemands. Le 27 juin 1813 un traité entre la Prusse et l'Autriche stipulait également le partage du gd duché de Varsovie entre les puissances copartageantes de 1795, sans le concours du gouvt français ; le 27 juillet